

DES CLASSES MOYENNES DÉCLASSÉES ? LES LIMITES D'UNE ANALYSE GLOBALISANTE

Camille Peugny

Maître de conférences en sociologie, Université Paris 8
Chercheur au CRESPPA-CSU (Paris 8/CNRS)

Le thème du « déclassement » est récurrent dans l'actualité française. Après une longue période d'essor et d'enrichissement des classes moyennes, celles-ci seraient confrontées à la « panne » de l'ascenseur social et verraient leurs conditions de vie se dégrader, en particulier si on considère la dynamique intergénérationnelle. Ainsi, les enfants nés après la fin des Trente Glorieuses vivraient moins bien que leurs parents. Crainte sans fondement réel pour certains, réalité objective pour d'autres, le déclassement fait débat. Camille Peugny montre que les divergences d'analyse renvoient en grande partie à la définition que l'on retient des classes moyennes, plus ou moins extensive vers le bas de l'échelle. Car si la frange inférieure des classes moyennes est déstabilisée par les évolutions économiques des dernières décennies et en particulier par la crise récente, les groupes constituant la frange supérieure sont ceux qui ont le mieux profité de la démocratisation scolaire et de l'ascension sociale des trente dernières années.

C. F.

Depuis plusieurs années, le thème du déclassement a fait son apparition dans le débat public pour caractériser la situation d'individus ou de groupes confrontés à une dégradation de leurs conditions de vie. Au-delà des débats occasionnés pour partie par le caractère polysémique du concept – le déclassement peut notamment se mesurer au cours du cycle de vie ou impliquer une comparaison entre générations en rapportant le sort d'un individu à celui de ses ascendants⁽¹⁾ –, il s'agit de montrer comment « la grande transformation » du capitalisme dans les années 1970 a entraîné une

(1) Voir Peugny C. (dir.) (2010), « La montée du déclassement », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 976, Paris, La Documentation française.

nouvelle « montée des incertitudes » (Castel, 2009) pour les groupes sociaux fragilisés par l'émergence de nouvelles manières de produire et d'échanger qui accompagnent la mondialisation des échanges. À une dynamique d'aspiration vers le haut de l'ensemble de la structure sociale rendue possible par la période des Trente Glorieuses succède ainsi une période de déstabilisation des « perdants » de la mondialisation (Wagner, 2007). Que signifie cette inversion de dynamique ? Certes, la période des Trente Glorieuses ne fait pas disparaître les inégalités. Toutefois, après un quart de siècle de forte croissance, chacun, quelle que soit sa place dans la structure sociale, pouvait alors escompter une amélioration sensible et assez rapide de ses condi-

tions de vie. C'est ce compromis salarial qui vole en éclat dans les années 1970, provoquant une montée de la précarité et du déclassement dont les centaines de milliers puis les millions de chômeurs constituent, dès la fin des années 1970, les premières victimes. En raison de la précarisation du contrat de travail (diffusion rapide des CDD dès la fin des années 1970, montée de l'intérim), de son émiettement (fréquence croissante du travail à temps partiel) et de la stagnation salariale, le mouvement de déstabilisation gagne ensuite une partie des classes populaires en emploi : c'est le phénomène des travailleurs pauvres⁽²⁾.

Depuis plusieurs années, c'est désormais le sort des classes moyennes qui fait débat. Si certains travaux les décrivent comme étant « à la dérive » (Chauvel, 2006), d'autres préfèrent souligner le dynamisme de catégories en expansion, parvenant à maintenir leurs positions (Goux et Maurin, 2012). Si des constats si divergents peuvent coexister, c'est notamment parce que les sociologues peinent depuis toujours à dessiner les contours de ces catégories : au sein des « classes moyennes » figurent en réalité des individus et des groupes hétérogènes, inégalement dotés en ressources économiques et culturelles.

Dans les lignes qui suivent, nous développerons trois arguments. Nous montrerons tout d'abord que le mouvement d'aspiration vers le haut de l'ensemble de la structure sociale qui accompagne les Trente Glorieuses est concurrencé de manière croissante par une dynamique de dualisation des emplois et des salaires. Dans un deuxième temps, nous défendrons l'idée que les franges inférieures des classes moyennes sont de fait confrontées à un mouvement de déstabilisation et de déclassement réel. Nous verrons enfin que les franges plus intégrées des classes moyennes parviennent en revanche à maintenir leurs positions, en prenant notamment l'exemple des parcours scolaires et du devenir professionnel des enfants de père exerçant une profession intermédiaire.

De la moyennisation à la dualisation de la structure sociale

Les classes moyennes sont depuis longtemps au cœur des préoccupations des sociologues. Dès la fin du XIX^e siècle, observant l'expansion numérique de groupes professionnels « intermédiaires », Simmel

contestait la vision marxiste de la lutte à mort entre deux classes sociales. En effet, loin de n'être qu'une troisième classe qui viendrait s'ajouter aux bourgeois et aux prolétaires, la classe moyenne joue selon le philosophe allemand un rôle décisif dans le processus de changement social car elle « fait de continuels échanges » avec les deux autres classes et ces fluctuations finissent par effacer les frontières entre les classes sociales, les remplaçant par des transitions continues. Les sociologues qui vont prononcer l'acte de décès des classes sociales à la fin des Trente Glorieuses⁽³⁾ vont se montrer très influencés par l'analyse de Simmel. En effet, si la diminution des inégalités économiques et éducatives, ainsi que les progrès de la mobilité sociale, leur offrent des indicateurs « objectifs » (Chauvel, 2001), les théories de la « moyennisation » des sociétés occidentales reposent plus largement sur le rôle majeur exercé par les classes moyennes dans la dynamique sociale. En France, c'est probablement Mendras (1988) qui fait l'effort de théorisation le plus poussé en décrivant l'émergence d'une vaste « constellation centrale », certes encore assez largement minoritaire (environ 25 % de la population), mais dont le rôle est crucial. Les cadres appartiennent à cette nouvelle constellation centrale, mais également les « noyaux innovateurs », composés des professionnels de l'éducation, de la culture ou du secteur médico-social dont la proportion double entre le début des années 1960 et la fin des années 1980. Ces « nouvelles classes moyennes salariées » partagent une identité forte et des attitudes communes que d'aucuns rassemblent alors sous le vocable de « libéralisme culturel » et qui essaient progressivement dans la société française. Elles deviennent ainsi le moteur du changement social et contribuent largement à l'alternance politique de 1981 en votant massivement pour le Parti socialiste (Grunberg et Schweisguth, 1983).

Un quart de siècle après cette « seconde révolution française », où en est ce mouvement de moyennisation ? D'un point de vue quantitatif, les effectifs de ces catégories moyennes salariées ont continué à progresser (Goux et Maurin, 2012). Entre 1989 et 2009, la part des professions intermédiaires dans la population active en emploi augmente ainsi de 4 points pour atteindre 24 % (Peugny, 2013). Par conséquent, si la thèse de la moyennisation ne semble plus rendre compte de la réalité de la dynamique de la société française aujourd'hui, c'est plutôt en raison de la fin du mouvement d'aspiration vers

(2) Voir Clerc D. (2008), *La France des travailleurs pauvres*, Paris, Grasset.

(3) Voir Nisbet R. A. (1959), « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, vol. 2, n° 1, p. 11-17.

le haut de la structure sociale. L'augmentation rapide et continue du pouvoir d'achat a laissé la place à une période prolongée de stagnation salariale. L'escalator, décrit par Castel (2003), sur lequel chacun s'élève même si les distances sociales demeurent, semble durablement grippé. Pire, des arguments en faveur d'une dualisation de la structure sociale apparaissent. Dans la lignée du travail de Reich⁽⁴⁾, de nombreuses analyses mettent en évidence une polarisation croissante sur le marché du travail, et par conséquent, parmi les salariés (Wagner, 2007). Sur le marché du travail, l'écart se creuse entre les professions hautement qualifiées et les emplois non qualifiés. Parmi les salariés, le clivage grandit entre les cadres préparés à la mondialisation de l'économie et les employés ou ouvriers peu dotés en ressources permettant de faire face à l'exigence de mobilité. Parmi les « perdants » de la mondialisation figurent notamment plus de 5,5 millions d'employés et d'ouvriers non qualifiés (Amossé et Chardon, 2006) dont le niveau de vie est nettement inférieur à celui des autres employés et ouvriers⁽⁵⁾. Cette dualisation de la structure sociale apparaît désormais dans les chiffres officiels de la statistique publique, qu'il s'agisse des revenus ou du patrimoine. L'INSEE a ainsi récemment établi que les 50 % des Français les moins fortunés ont vu leur niveau de vie baisser pour la troisième année consécutive en 2011, tandis que la moitié plus aisée a vu son niveau de vie augmenter, et à un rythme d'autant plus rapide que l'on se rapproche des centiles les plus fortunés⁽⁶⁾. Si l'on accepte l'hypothèse d'un mouvement de dualisation de la structure sociale, quel diagnostic porter sur la situation des classes moyennes, par définition constituées de groupes intermédiaires ? Au risque d'être très schématique, nous exposerons des arguments visant à montrer que ce mouvement de dualisation tend à accentuer le clivage entre les franges inférieures des classes moyennes, confrontées à une précarisation de leurs conditions d'existence, et les franges plus intégrées qui parviennent à maintenir leurs positions.

(4) Voir Reich R. (1991), *The Work of Nations. Preparing Ourselves for the 21st Century Capitalism*, New York, Knopf, Simon & Schuster.

(5) Voir Jauneau Y. (2009), « Les employés et ouvriers non qualifiés. Un niveau de vie inférieur d'un quart à la moyenne des salariés », *INSEE Première*, n° 1250.

(6) Voir INSEE (2013), « Les niveaux de vie en 2011 », *INSEE Première*, n° 1464.



La déstabilisation des franges inférieures des classes moyennes

Dans les définitions les plus extensives, les classes moyennes recouvrent une vaste partie de l'espace social, depuis les employés jusqu'à une fraction des cadres supérieurs. Par exemple, il n'est pas rare que des travaux internationaux définissent les classes moyennes comme regroupant les individus dont le revenu est compris entre 70 % et 150 % du revenu médian, ce qui revient, dans le cas français, à désigner des individus gagnant entre 1 200 et 3 000 euros mensuels. Dès lors, si l'on définit le déclassement de la manière la plus générale qui soit, à savoir comme une précarisation des conditions d'existence, il ne fait guère de doute que les franges inférieures des classes moyennes y sont confrontées. Cette déstabilisation se manifeste d'abord par des difficultés budgétaires très concrètes et désormais largement documentées. Des travaux récents ont ainsi estimé à moins de 300 euros mensuels le montant restant à un individu gagnant 1 500 euros, une fois effectuées les dépenses incompressibles (Bigot, 2009). Ces dépenses contraintes représentent 38 % du budget des franges inférieures des classes moyennes contre 21 % au début des années 1980 (Bigot, 2010). Le poids de ces dépenses contraintes est particulièrement lourd pour les ménages du périurbain où s'installent nombreux ces groupes sociaux qui constituent le bas des classes moyennes. À l'origine de la forte croissance démographique du périurbain, la volonté de devenir propriétaire de son logement, qui constitue «

l'horizon d'une promotion sociale réussie » (Donzelot, 2004) mais pousse à l'éloignement des centres-villes. L'accès à la propriété nécessite une mobilisation financière importante, accrue par le renchérissement des coûts de transport jusqu'au lieu de travail en raison de la hausse spectaculaire des prix de l'énergie.

Cette dégradation objective des conditions et du niveau de vie des franges inférieures des classes moyennes finit par avoir des conséquences sur la manière dont ces individus et ces ménages se représentent leur place dans la société. En effet, si les Trente Glorieuses ont objectivement vu se diffuser le salariat moyen, elles ont également eu un effet sur les représentations subjectives de l'ordre social. Plus précisément, la part des Français s'identifiant aux classes moyennes, dans les sondages comme dans les enquêtes académiques, a augmenté de manière régulière au cours des dernières décennies, alors même que le mouvement de réduction des inégalités était stoppé et la parenthèse de la forte croissance refermée. Cette « moyennisation des esprits » a progressé également parmi les individus et les groupes les plus défavorisés : l'identification aux classes moyennes accompagne les profondes transformations des classes populaires et de leur identité⁽⁷⁾ et plus largement le déclin de l'analyse en termes de classe sociale. L'omniprésence des classes moyennes dans le débat public, associée au caractère particulièrement flou des critères présidant à leur définition, a également favorisé cette moyennisation subjective. Or, l'explosion de la crise financière en 2008 et les longues années de crise économique qu'elle provoque pourraient avoir porté un coup d'arrêt à cette dynamique. Ainsi, une enquête réalisée en 2013 par la Fondation Jean-Jaurès montre qu'en moins de trois ans, la part de Français déclarant appartenir aux classes moyennes a diminué de six points. 40 % d'entre eux s'identifieraient désormais aux catégories « modestes » ou « défavorisée » (Peugny, 2013).

Si ce résultat reste à confirmer dans des enquêtes ultérieures, il semble tout de même indiquer que la précarisation des conditions de vie des « petits-moyens » situés à l'interface entre le haut des classes populaires et le bas des classes moyennes (Cartier *et al.*, 2008) renforce un sentiment de déclassement qui n'est pas sans conséquence pour la cohésion de la société. En effet, ce dernier crée des tensions parfois fortes entre des groupes sociaux pourtant objectivement proches dans l'espace social. Ce sentiment de déclassement contribue à l'avè-

nement d'une « conscience sociale triangulaire » finement décrite par Olivier Schwartz⁽⁸⁾ parmi des conducteurs de bus ayant le sentiment de « payer pour tout le monde » et d'être ainsi pris en étau entre « ceux du haut » et « ceux du bas ». Au-delà des conducteurs de bus, cette tripartition de la conscience sociale progresse fortement parmi les franges inférieures des classes moyennes, en réponse à la fragilisation objective de leurs conditions d'existence. Elle n'est évidemment pas sans lien avec la progression des populismes d'extrême droite, en France comme ailleurs en Europe.

Le « cœur » des classes moyennes conforte ses positions

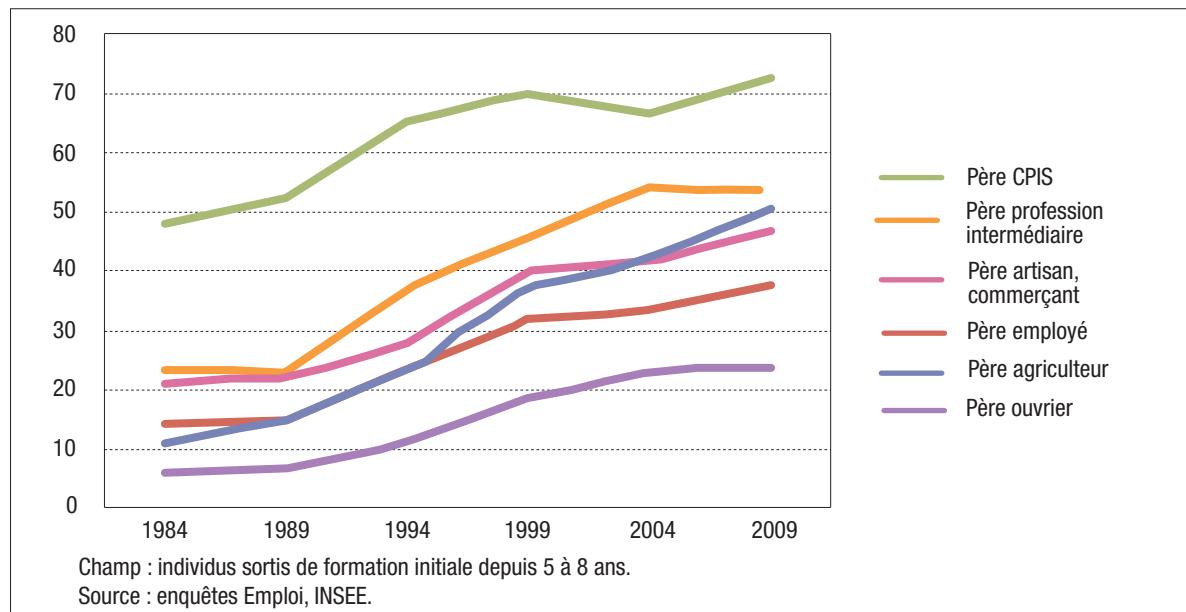
Si la thèse du déclassement des classes moyennes peut être étayée pour ses franges les plus modestes, il en va autrement pour les groupes mieux dotés en ressources économiques et culturelles. Ce point ne signifie pas que le sentiment de déclassement ne progresse pas de manière importante parmi ces derniers, ni même que cette progression n'a pas de conséquences sensibles sur leurs attitudes et comportements. Toutefois, nombre d'indicateurs tendent à souligner qu'ils parviennent à maintenir leurs positions. Ceci est particulièrement visible dans un domaine qui cristallise pourtant bien des angoisses, celui du devenir des générations futures. Si de nombreuses enquêtes soulignent qu'une large majorité de Français estiment que leurs enfants vivront moins bien qu'eux, ce sentiment ne semble pas correspondre à la réalité pour les franges plus aisées des classes moyennes. Ainsi, les enfants de père exerçant une profession intermédiaire (professions que l'on peut assimiler au cœur des classes moyennes) sont ceux qui ont vu le plus progresser leur probabilité de devenir diplômé de l'enseignement supérieur (graphique 1).

En effet, en 1984, 24 % des enfants de père exerçant une profession intermédiaire et ayant terminé leurs études depuis cinq à huit ans étaient diplômés du supérieur. Un quart de siècle plus tard, en 2009, cette proportion a augmenté de trente points et atteint près de 55 %. À titre de comparaison, cette proportion n'augmente que de 17 points pour les enfants d'ouvriers, et surtout, de 22 points pour les enfants d'employés qui ne sont « que » 37 % à être diplômés de l'enseignement supérieur en 2009. Cet écart avec les enfants de professions intermédiaires souligne bien l'hétérogénéité des « classes moyennes » auxquelles

(7) Voir Schwartz O. (1998), « La notion de classes populaires », HDR, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines.

(8) Voir Schwartz O. (2009), « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », Paris, *La Vie des Idées*, septembre.

Graphique 1. Part des diplômés du supérieur en fonction de l'origine sociale (en %)

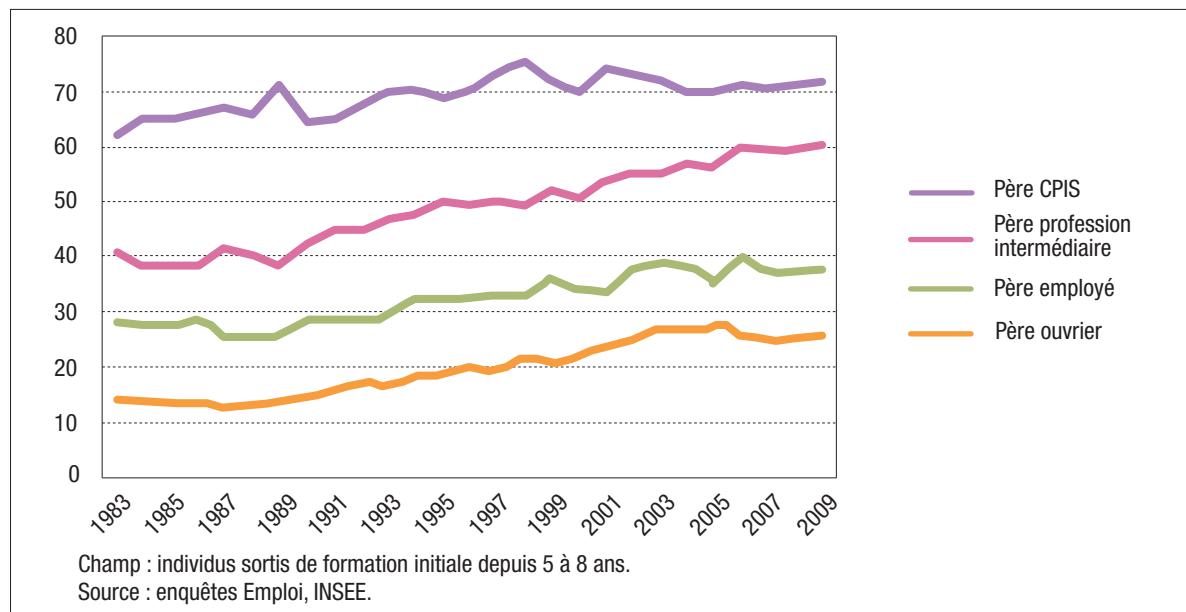


les employés sont désormais classiquement assimilés. Les enfants des professions intermédiaires ont ainsi réduit l'écart qui les séparait des enfants de cadres et augmenté celui qui les sépare des enfants d'ouvriers et d'employés.

De manière logique, malgré les débats autour de la

dévalorisation des titres scolaires, ces progrès en matière d'éducation ont des conséquences en termes de mobilité sociale : les enfants des professions intermédiaires sont également ceux parmi lesquels la proportion de cadres et de professions intermédiaires a le plus fortement augmenté au cours des vingt-cinq dernières années (graphique 2).

Graphique 2. Proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires selon l'origine sociale (en %)



40 % des enfants de père exerçant une profession intermédiaire occupaient un emploi de la catégorie « Cadres et professions intellectuelles supérieures » (CPIS) ou une profession intermédiaire quelques années après la fin de leurs études au début des années 1980 : ils sont désormais 60 %. Dans le même temps, la proportion est passée de 29 % à 39 % pour les enfants d'employés, soit une progression sensiblement moins rapide.

L'exemple du devenir professionnel de leurs enfants montre que le « cœur » des classes moyennes a particulièrement tiré profit du mouvement de massification scolaire. Pour ces groupes, cette dernière s'est effectivement traduite par un vrai mouvement de démocratisation dont ils ont profité à plein. Cette réalité permet de nuancer l'idée selon laquelle les classes moyennes contribueraient davantage aux dépenses publiques qu'elles n'en bénéficieraient⁽⁹⁾. Pour les franges les plus intégrées d'entre elles, et en matière d'éducation en tout cas, ces chiffres montrent que ce n'est pas le cas.

En définitive, plus la définition retenue des classes moyennes est extensive vers le bas de la structure sociale, plus elles semblent éprouvées par le déclassement. Il reste que ce débat sur la déstabilisation des classes moyennes est révélateur de la manière dont évoluent les représentations de la structure sociale. Certes, les bouleversements nombreux et profonds qui ont affecté les contours et les modes de vie des classes populaires (tertiarisation des emplois, déclin de la part des ouvriers et hausse de celle des employés, massification de l'école, etc.) ont contribué aux théories d'une moyennisation rapide et continue des sociétés occidentales. Toutefois, lorsque la conjoncture se retourne et que la situation économique se dégrade durablement, le « trompe-l'œil » de cette moyennisation apparaît. Si nombre d'individus et de groupes ont bénéficié du mouvement d'aspiration vers le haut provoqué par une période sans précédent de forte croissance, la fragilité de leur ascension nous révèle que leur condition demeure assez largement liée aux classes populaires. Les débats autour du déclassement des classes moyennes ne doivent alors pas occulter l'urgence que constituent la précarité et l'insécurité sociale auxquelles sont confrontées quotidiennement les classes populaires.

BIBLIOGRAPHIE

- **Amossé T. et Chardon O.** ● **Donzelot J.** (2004), « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit, Économie et Statistique*, n° 393-394, Paris, INSEE.
- **Goux D. et Maurin É.** (2012), *Les nouvelles classes moyennes*, Paris, Seuil.
- **Grunberg G. et Schweisguth É.** (1983), « Le virage à gauche des classes moyennes salariées », in Lavau G., Grunberg G., Mayer N. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- **Mendras H.** (1988), *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard.
- **Peugny C.** :
- (2013), *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, Seuil;
- (2013), « Vivre moins bien demain ? Un sentiment de déclassement tenace », in *Le grand malaise. Enquête sur les classes moyennes*, Paris, Fondation Jean Jaurès.
- **Wagner A.-C.** (2007), *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte.

(9) Cf. dans ce même numéro l'article d'Henri Sterdyniak, p. 42.

LE DÉCLASSEMENT DES CLASSES MOYENNES : UNE FICTION ?

À la recherche des « classes moyennes »

Bien que tout le monde sente intuitivement ce que peut recouvrir la notion de « classes moyennes », il n'y a pas de définition qui fasse l'unanimité. Dès lors, de nombreuses inconnues subsistent quant à leur situation réelle. Sont-elles en déclin par rapport aux autres classes sociales ? Se sont-elles appauvries ? Voient-elles leurs enfants retomber en bas de l'échelle sociale ? Les réponses à ces questions restent largement incertaines, fluctuant au gré des agendas idéologiques et politiques des uns et des autres. Pour sortir de ce flou conceptuel, il faut comprendre en quoi, malgré leur très grande diversité, les classes moyennes représentent un groupe social bien défini, formant un principe de continuité entre le haut et le bas de la société. Les classes moyennes peuvent se concevoir comme la combinaison d'un noyau dur de catégories sociales bien établies au cœur de la société et de périphéries plus lointaines et mouvantes. Il n'y a pas de consensus sur les frontières exactes de l'ensemble, mais la composition du noyau central semble difficile à contester, avec, d'un côté, le petit patronat traditionnel et, de l'autre, un vaste salariat intermédiaire désigné par l'INSEE comme « professions intermédiaires ». Artisans, commerçants, techniciens, professeurs des écoles, cadres B de la fonction publique, représentants de commerce : ce large éventail de catégories intermédiaires représente aujourd'hui 30 % de la structure sociale, alors que les catégories supérieures (cadres, professions libérales et intellectuelles supérieures, chefs d'entreprise) en composent moins de 20 % et les ouvriers et employés à peine plus de 50 %.

Ainsi circonscrites, les classes moyennes agrègent des groupes sociaux extrêmement divers ; mais ces catégories partagent aussi quelques traits sociologiques fondamentaux, qui leur donnent une indiscutable unité. Le plus évident, c'est qu'elles disposent de ressources à la fois réelles et incertaines. Qu'il s'agisse de diplôme, de revenu, de patrimoine ou de logement, les catégories intermédiaires possèdent un capital à quoi s'accrocher ; pour cette raison, elles restent à distance des classes les plus modestes. Mais elles ne bénéficient pas pour autant de la sécurité des classes supérieures : leur situation, en effet, reste sourdement menacée par la déqualification, le chômage ou encore l'appauvrissement.

Ainsi définies, les classes moyennes ne sont pas en train de disparaître. En réalité, elles n'ont jamais été aussi fortes et n'ont jamais occupé une place aussi centrale dans la société française. [...] Le petit patronat traditionnel a enrayé son déclin séculaire, tandis que le salariat intermédiaire est devenu l'un des groupes les plus importants de l'échiquier social. Certains métiers – techniciens de maintenance, chargés de clientèle, animateurs de loisirs ou de formation continue – sont depuis quelques années parmi les plus créateurs d'emplois. Surtout, ces emplois sont plus que jamais les points d'arrivée et de départ de puissants flux d'ascension et de déclassement social. Ils forment un horizon de promotion sociale pour un nombre inédit d'employés et d'ouvriers, en même temps qu'ils représentent une menace de relégation pour un nombre croissant de cadres, notamment les cadres « maison », les moins diplômés et les moins armés pour rebondir en cas de défaillance de leur entreprise. Ces échanges continuels entre le milieu, le haut et le bas de la société sont deux fois plus intenses aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a seulement vingt ans. Ils accroissent les effectifs de ceux dont le destin social est, à plus ou moins court terme, lié à celui des classes moyennes. Au cours des dernières décennies, la proportion de Français qui se déclarent appartenir aux classes moyennes a d'ailleurs été multipliée par deux, débordant largement les frontières précises des catégories intermédiaires du salariat et du non-salariat. Les classes moyennes ne constituent plus cette petite avant-garde que rêvaient de rejoindre les enfants d'agriculteurs et d'ouvriers des années 1950 ; plus que jamais, elles forment le véritable centre de gravité de la société, celui autour duquel s'articulent les destins et les représentations.

Non seulement les classes moyennes ne sont pas en voie de disparition, mais – deuxième socle de ce livre – elles ne sont pas en situation de déclin par rapport aux autres groupes sociaux. Le « déclassement des classes moyennes » est l'un des thèmes récurrents de notre histoire politique et sociale⁽¹⁾. La droite ne manque jamais de forcer les traits d'une classe moyenne rendue exsangue par un système fiscal trop lourd et des politiques de redistribution trop généreuses. La gauche n'est pas en reste, qui, à chaque grande crise, cherche à nouer une alliance stratégique entre les classes populaires et des classes moyennes « appauvries ». Il n'y a rien là de vraiment surprenant, tant il est évident qu'aucune grande réforme ne peut aujourd'hui se mener sans le soutien d'une large partie des classes moyennes.

Quel déclassement ?

Si néanmoins ces discours tournent à vide, c'est que le « déclassement » des classes moyennes reste à bien des égards une fiction. Depuis les années 1980 et l'installation de notre pays dans une croissance économique lente, les membres des catégories intermédiaires n'ont guère reculé par rapport aux autres groupes sociaux dans les hiérarchies de salaires ou de patrimoines, pas plus que n'a augmenté, en leur sein, la proportion de personnes qui sont sur une trajectoire sociale descendante par rapport à leurs parents. Le prestige social de leurs professions reste aussi très fort, notamment pour la fonction publique.

(1) Voir Maurin É. (2009), *La Peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil/La République des Idées ; et Pech Th. (2011), « Deux cents ans de classes moyennes en France », *L'Économie politique*, janvier-mars.

Impossible, non plus, de parler de déclassement résidentiel. Il est indiscutable qu'une fraction non négligeable de familles des classes moyennes est aujourd'hui comme prisonnière de quartiers en voie d'appauvrissement qu'elles n'ont pas les moyens de quitter. Mais c'était déjà le cas il y a dix ou vingt ans. Surtout, une fraction tout aussi importante de classes moyennes continue chaque année de fuir ces quartiers en déclin et de s'assurer une « promotion territoriale ». Au fil des dernières années, l'environnement résidentiel des familles de classes moyennes n'a subi aucun véritable recul par rapport à celui des classes aisées et il demeure bien plus opulent que celui des classes modestes. De même, la proportion de propriétaires parmi les classes moyennes a continué d'augmenter tout au long des dix dernières années – y compris chez les jeunes ménages – en dépit d'une flambée des prix. La propriété du logement et la qualité de son environnement social sont deux dimensions à part entière du statut social, particulièrement pour les classes moyennes. Force est de constater qu'elles n'ont rien lâché dans ce domaine, en dépit d'un marché immobilier extrêmement tendu.

Si les familles des classes moyennes luttent aussi âprement pour garder leur position à l'échelle du territoire, c'est aussi qu'un quartier sûr et bien fréquenté est perçu comme essentiel pour la scolarité et l'avenir des enfants. L'école est plus que jamais « la » grande affaire, celle qui naguère a décidé de notre vie sociale et qui, aujourd'hui, détermine celle de nos enfants. En quelques décennies, l'école a acquis une importance absolument inédite, suscitant une angoisse profonde dans tous les milieux sociaux, notamment ceux pour lesquels elle représente la seule voie de promotion sociale. Dans un contexte de compétition généralisée pour les filières les plus sélectives, les classes moyennes ont réussi à maintenir, et même à certains égards à améliorer, la place de leurs enfants dans les hiérarchies scolaires, loin devant les enfants d'ouvriers et d'employés, et de plus en plus sur les talons des enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures. Collège unique, nouveaux baccalauréats, nouvelles filières technologiques supérieures : les réformes successives du système scolaire ont, à chaque époque, tendu à égaliser les chances « par le bas » et cherché à réduire le retard des enfants des classes modestes sur ceux des autres classes sociales. Mais, à chaque fois, les familles des classes moyennes se sont adaptées et ont répondu en accroissant encore davantage leur soutien et leurs efforts, afin de maintenir l'avance de leurs enfants sans se laisser distancer par les enfants des catégories supérieures.

Une même capacité de résilience s'observe sur le marché du travail, après la sortie de l'école, au moment où les enfants doivent s'insérer professionnellement : c'est l'un des passages les plus incertains de la vie sociale, en France tout au moins. Désavantagés dans le secteur privé par rapport aux enfants des catégories supérieures, les enfants diplômés des classes moyennes se sont tournés en masse vers le secteur public, où les réseaux familiaux et le capital social font moins la différence et où les efforts scolaires sont mieux récompensés. En fin de compte, contrairement à une idée largement admise, un nombre croissant d'enfants des classes moyennes rejoignent aujourd'hui les classes supérieures et s'élèvent au-dessus de leurs parents, tandis que le nombre de ceux qui subissent un déclassement a baissé rapidement au sein des générations récentes, au fur et à mesure que la démocratisation scolaire de la fin des années 1980 faisait sentir ses effets. Au fil des décennies, les familles des classes moyennes ont eu à s'adapter à un continual durcissement de la concurrence sociale, tant à l'école que dans les entreprises ou dans les quartiers. Elles y ont répondu par un surcroît, sans cesse renouvelé, d'efforts et d'investissements. Il semble qu'elles n'aient perdu aucun de ces bras de fer, réussissant à éviter toute forme de déchéance sociale pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, tandis qu'à bien des égards s'accroissaient considérablement les difficultés des classes populaires, pourtant bénéficiaires directes de l'aide sociale. En fin de compte, les classes moyennes s'accommodeent d'une société jugée injuste par une grande majorité de ses membres, mais où chacun, pris individuellement, est un agent actif de la continue reproduction de la pauvreté et des inégalités. Comment pourrait-il en être autrement, puisque, dans une situation de compétition généralisée, les classes moyennes tirent plutôt bien leur épingle du jeu ?

L'expansion des classes moyennes, leur nouvelle centralité, posent un problème politique redoutable, particulièrement à la gauche. Comment en effet donner du contenu à un projet de justice sociale et de réduction des inégalités, quand un nombre croissant de personnes sont happées par le désir de s'élever au-dessus des autres et par la crainte de déchoir, quand l'aspiration contemporaine à la singularité se confond avec une volonté pure et simple de distinction statutaire ? L'ambition de ce livre est de tracer un portrait détaillé de ces nouvelles classes moyennes, mais aussi et surtout d'éclairer, aussi précisément que possible, les termes de ce problème essentiel. (*)

Dominique Goux et Éric Maurin

(*) Extraits choisis par la Rédaction des *Cahiers français* dans l'ouvrage de Goux D. et Maurin É. (2012), *Les nouvelles classes moyennes*, Paris, Seuil, « La République des idées », p. 7-15.